

LE VERSEMENT DES PAIEMENTS PROVISOIRES
AUX AGRICULTEURS DES PRAIRIES

M. John Burton (Regina-Est): Je voudrais poser une question supplémentaire au ministre responsable de la Commission canadienne du blé. Comme les députés sont disposés à adopter sans délai les dispositions du bill C-244 prévoyant des paiements transitoires, le ministre envisage-t-il de prendre sur-le-champ, et avant l'ajournement de la Chambre, des mesures visant à scinder le bill, de sorte que ces paiements puissent être effectués sans délai?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Je serais ravi si le bill C-244 pouvait être adopté et que les versements puissent s'effectuer, étant donné surtout qu'il n'y a plus d'obstruction de la part du NPD, mais comme je l'ai déjà dit...

M. l'Orateur: A l'ordre.

* * *

LA JEUNESSE

LE PROGRAMME PERSPECTIVES-JEUNESSE—L'ENQUÊTE
SUR CERTAINES ACCUSATIONS

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État mais, vu son absence, le secrétaire parlementaire pourra peut-être me répondre. Étant donné les graves problèmes suscités par le programme Perspectives-Jeunesse dans le nord de l'Ontario et qu'on a soulevés la semaine dernière durant la période des questions, le secrétaire parlementaire nous dirait-il s'il y a eu enquête au sujet de ces accusations et quels en sont les résultats?

M. James Hugh Faulkner (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, le député songe surtout à la déclaration du représentant de Cochrane contenant bon nombre d'allégations relativement à des projets; nous avons fait enquête à ce sujet. Je suis tout disposé à le rencontrer lorsqu'il le voudra pour examiner ses objections. Pour ce qui est des accusations générales, vagues et irréflechies, portées contre des gens dans sa déclaration, il aurait, selon moi, deux façons honorables de s'en tirer, ou retirer ses accusations et faire des excuses ou préciser de qui il s'agit.

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Monsieur l'Orateur, comme le secrétaire d'État n'est jamais à la Chambre, le premier ministre confirmerait-il qu'il a été banni et affecté à la Commission d'énergie du Nord canadien?

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES RUMEURS D'EXPORTATION D'ARMES À
DESTINATION DU PAKISTAN

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures au sujet des envois d'armes qui

[M. l'Orateur.]

seraient à bord du navire *Padma*, arrivé hier à Montréal. Dirait-il si la Maritime Aircraft Overhaul and Repair Ltd. a obtenu un permis d'exportation? Si oui, a-t-on aussi signalé à la société que ce permis avait été annulé?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, quand on accorde des permis d'exportation, ils sont parfois délivrés d'avance, au moment de la demande, l'expédition devant avoir lieu à une date ultérieure, mais ils peuvent toujours être suspendus ou annulés si, dans l'intervalle, la politique gouvernementale a dû être modifiée, et elle a dû l'être dans ce cas-ci, ou le Pakistan était en cause. Le permis d'exportation, en l'occurrence, a donc été suspendu.

M. Macquarrie: Monsieur l'Orateur j'aimerais demander au ministre si toutes les sociétés auxquelles on a délivré ces permis ont maintenant été informées de l'attitude du Canada à l'égard de l'embargo sur les armes. J'aimerais également lui demander si le gouvernement mettra l'embargo sur des catégories d'armes analogues dont il n'aurait pas connaissance, vu ses piètres services de renseignements?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, en prévision de la situation de ces derniers jours, j'ai fait faire une enquête et on m'informe que toutes les sociétés possédant des permis d'exportation en vigueur les autorisant à exporter des équipements militaires au Pakistan ont été avisées que ces permis avaient été suspendus.

M. Macquarrie: Une autre question supplémentaire.

M. l'Orateur: A l'ordre. La présidence va permettre au député de Hillsborough de poser une question supplémentaire, mais j'invite les députés à collaborer avec la présidence et à limiter le nombre de leurs questions supplémentaires car le temps va nous manquer et plusieurs représentants désirent poser des questions.

M. Macquarrie: Merci, monsieur l'Orateur. J'aimerais demander au ministre si la société de Moncton que j'ai évoquée a été informée directement de l'attitude du gouvernement avant que les marchandises n'arrivent sur le quai de Montréal?

L'hon. M. Sharp: Non, je ne pense pas. J'ai fait dresser le relevé de tous les permis d'exportation en vigueur ces derniers jours et les sociétés n'ont été informées qu'après que les marchandises eurent été expédiées à Montréal pour être embarquées à bord du *Padma*. J'ajouterais qu'en ce qui concerne les demandes de permis d'exportation je n'en ai délivré aucun depuis quelques semaines mais, comme le député l'a fait remarquer, certains permis en vigueur ont dû être suspendus.

* * *

CHAMBRE DES COMMUNES

LA QUESTION DES AUGMENTATIONS DE TRAITEMENT EN
FAVEUR DES SECRÉTAIRES DES DÉPUTÉS

M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, je ne sais pas au juste si ma question